

# Améliorer le bien-être des Canadiens

Par Peter Jarrett, Consultant auprès du Département des affaires économiques de l'OCDE

English version: Improving the Well-Being of Canadians

Depuis plusieurs années déjà, les économistes, les responsables publics et les membres de la société civile sont de plus en plus nombreux à souligner les limites de l'utilisation du seul PIB comme indicateur des progrès économiques d'un pays. L'attention se porte donc progressivement sur le concept de bien-être et sa mesure optimale, ainsi que sur les moyens de l'utiliser de manière appropriée dans le processus de budgétisation et les autres domaines de l'action publique. En principe, le bien-être peut intervenir à toutes les étapes de l'élaboration des politiques publiques : programme et définition des priorités, formulation ex ante des politiques, mise en œuvre, suivi et évaluation ex post. Depuis fort longtemps, le Canada s'emploie à mesurer le bien-être subjectif et, avant la crise de la COVID 19, il obtenait des résultats satisfaisants dans bon nombre de ses déterminants, mais le pays n'a pas encore adopté de cadre officiel à l'échelle de l'ensemble de l'administration.

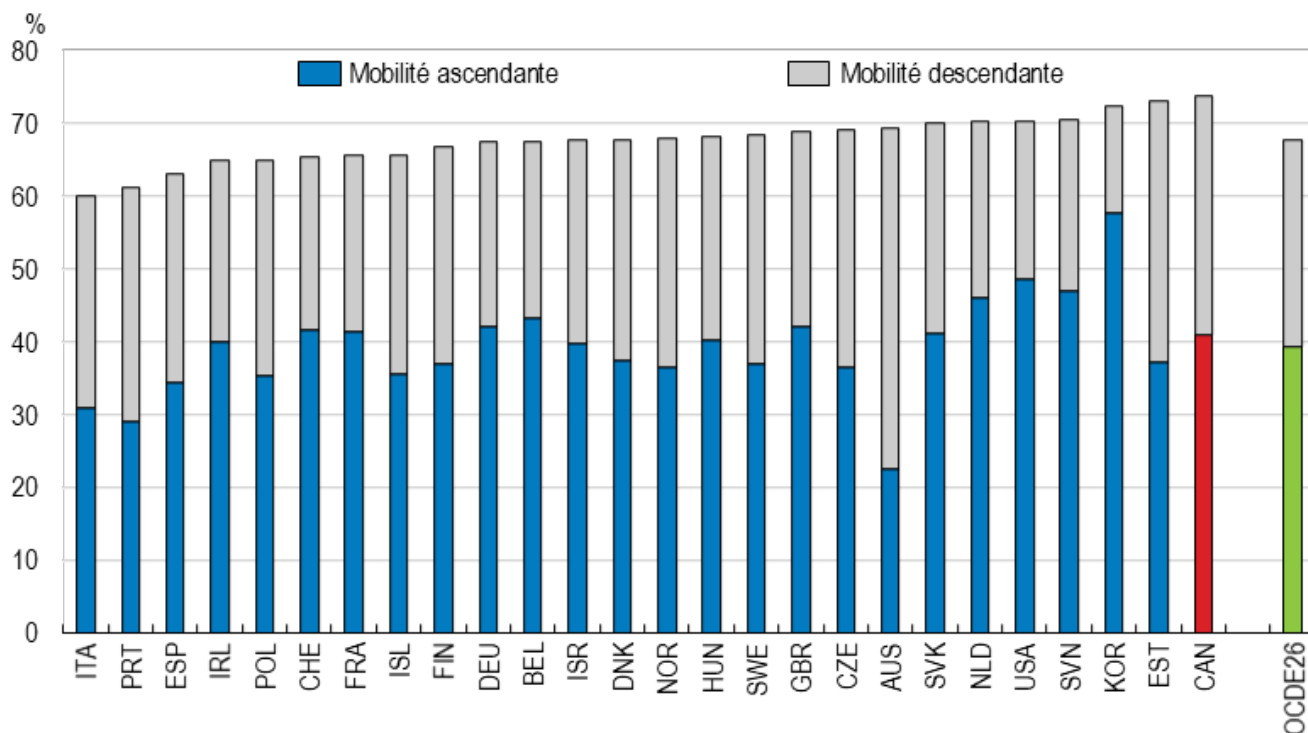
Avant la pandémie de COVID-19, le Canada était d'une manière générale bien classé en comparaison internationale au regard des indicateurs de bien-être. Par exemple, les mesures ressortant de l'initiative de l'OCDE « Comment va la vie ? » montrent que le Canada affiche des scores élevés dans plusieurs dimensions du bien-être, notamment concernant le niveau moyen de satisfaction à l'égard de l'existence, mais aussi l'exposition à la pollution atmosphérique ou encore la part des étudiants peu qualifiés. Surtout, la mobilité sociale y est l'un des plus élevées de la zone OCDE (graphique 1).

Cependant, les indicateurs montrent des faiblesses concernant le bien-être actuel et les ressources nécessaires au bien-être futur, et font ressortir des résultats toujours inférieurs en ce qui concerne les Premières Nations ainsi qu'une dégradation tendancielle constante sur le plan de la dette des ménages et de l'accessibilité financière du logement, des espèces menacées, des compétences des élèves en sciences et des interactions sociales globales.

### Graphique 1. La mobilité sociale est élevée

Mobilité sociale absolue

Pourcentage des 25-64 ans appartenant à une classe sociale supérieure ou inférieure à celle de leurs parents, 2002-14



Note : Les classes sociales correspondent aux neuf groupes de la nomenclature européenne ESEC (European Socio-Economic Classification) définis sur la base de l'activité professionnelle.

Source : OCDE (2018b), L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale, <https://doi.org/10.1787/bc38f798-fr>.

Les faits donnent à penser que la pandémie de COVID-19 est venue exacerber un certain nombre de problèmes de bien-être

qui existaient déjà auparavant. Ainsi, les données montrent qu'au Canada, les minorités ont été davantage touchées que la population majoritairement blanche ; les taux de mortalité attribuables au COVID-19 ont été deux fois plus élevés dans les quartiers où vivent des personnes appartenant à des minorités visibles que dans d'autres ; et la reprise de l'emploi a été plus faible chez les peuples autochtones que pour d'autres populations.

Des études ont également été menées sur le bien-être dans différents groupes démographiques, dont les enfants. L'Agence de la santé publique du Canada s'emploie actuellement à élaborer un Cadre d'indicateurs de surveillance de la santé mentale positive destiné aux enfants. De fait, les indicateurs dressent un tableau préoccupant du bien-être des enfants au Canada, en particulier des enfants autochtones qui sont notamment en plus mauvaise santé, dont le taux de pauvreté est plus de cinq fois supérieur à celui des enfants non autochtones et le taux de mortalité infantile deux fois plus élevé, et qui sont désavantagés à plusieurs autres égards.

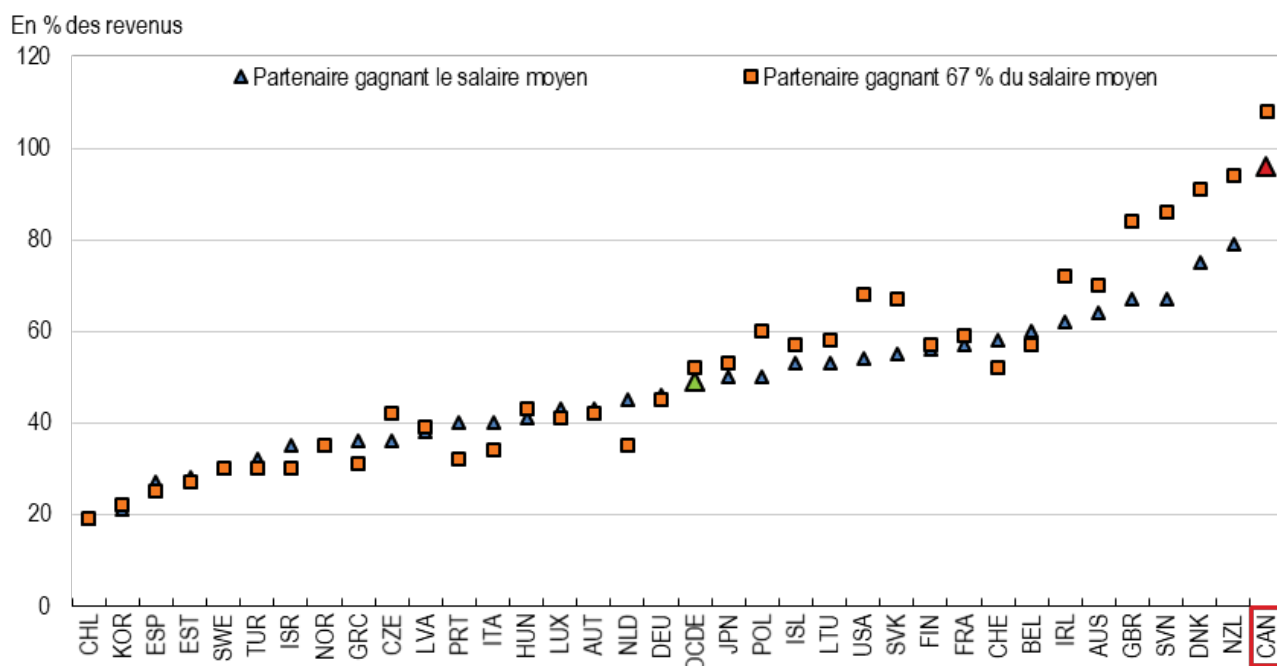
Enfin, le principal aspect du bien-être que le PIB ne fait pas ressortir réside sans doute dans les inégalités de revenu. Force est de constater qu'en matière de politique publique, il n'existe pas d'arbitrage évident et limpide entre inégalités de revenu et revenu moyen. Onze pays de l'OCDE enregistrent à la fois un niveau de PIB par habitant plus élevé et des inégalités de revenu plus faibles que le Canada, ce qui montre qu'il est tout à fait possible de progresser sur les deux fronts.

L'action publique pourrait être modifiée de plusieurs manières pour à la fois améliorer le bien-être moyen et réduire les fractures entre les Canadiens. L'un de ces axes concerne l'égalité femmes-hommes, dans la mesure un abaissement du coût de la garde d'enfants encouragerait les deuxièmes apporteurs de revenu (principalement les femmes) à entrer en plus grand nombre sur le marché du travail et contribuerait ainsi à

améliorer leur propre bien-être; mais aussi celui de leur famille et de la société dans son ensemble. Actuellement, les dispositifs en place dans les provinces autres que le Québec sont les plus dissuasifs de l'OCDE (graphique 2). Un autre axe concerne le régime public d'assurance maladie : en effet, trop de personnes ne bénéficient pas d'une couverture des médicaments et connaissent de ce fait des difficultés financières, surtout en période de pandémie ; en outre, l'absence de mécanismes d'achats groupés fait monter le coût des médicaments pour tous les Canadiens.

## Graphique 2. Concilier vie de famille et activité professionnelle reste difficile

Réticence à l'emploi au regard des frais de garde d'enfants, 2019 ou dernière données disponibles



Note : Les valeurs indiquées valent pour un couple avec deux enfants dont l'autre parent travaille à temps plein à 67 % du salaire moyen.

Source : OCDE (2020), Réticence à l'emploi au regard des frais de garde d'enfants (indicateur).

Le bien-être recouvre une multitude d'aspects de l'existence sur lesquels les pouvoirs publics peuvent avoir une influence importante, notamment la mobilité sociale, la pauvreté, la précarité alimentaire, l'offre de logements et l'itinérance,

les inégalités femmes-hommes, la santé et la longévité, les relations sociales, ainsi que la qualité et la durabilité de l'environnement. Aussi les responsables publics du Canada ont-ils à leur disposition de nombreux leviers d'action pour améliorer le bien-être de leurs concitoyens.

#### Références :

P. Jarrett (2021), « Improving the Well-Being of Canadians », Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE, n° 1669, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/6ab6b718-en>.

OCDE (2021), Études économiques de l'OCDE : Canada 2021, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/55949ebb-fr>